

L'Arménie trois ans après la révolution de Velours: une transition manquée?

Description

Compte-rendu de la conférence organisée le 25 février 2021 par *Eastern Circles* en partenariat avec le *Caucasus Research Resource Center-Armenia*, et avec le soutien de *Diplomatie magazine*.

Trois ans après la révolution de velours qui a porté le journaliste Nikol Pachinian au pouvoir, l'Arménie a été secouée par une nouvelle guerre dans le Haut-Karabagh et une tentative de coup d'État. Cette conférence a été l'occasion pour *Eastern Circles* de faire un état des lieux de la situation politico-sociale en Arménie, de l'avancement des réformes entreprises dans le sillage de la révolution de Velours, de l'état des relations avec la Russie et la Turquie et, enfin, des défis auxquels le gouvernement de N. Pachinian est désormais confronté. Deux experts ont été invités à cette occasion : **Taline Papazian**, docteur en science politique, professeur à l'Université d'Aix-Marseille, ainsi que **Ella Karagulyan**, responsable du programme d'études statistiques « Baromètre du Caucase » pour le *Caucasus Research Resource Center-Armenia* (CRRC). La séance a été modérée par **Dylan van de Ven**, membre de l'équipe éditoriale d'*Eastern Circles*. La présente synthèse revient sur les interventions des deux experts ainsi que sur les propos introductifs préparés par *Eastern Circles*.



Les changements issus de la révolution de Velours

Les résultats des sondages effectués par le CRRC témoignent du sentiment de renforcement de la démocratie en Arménie : une majorité d'Arméniens pensent que leur liberté d'expression s'est accrue et qu'ils bénéficient d'un traitement plus égalitaire de la part des autorités politiques et administratives. Par ailleurs, les sondés interrogés par le CRRC jugent que la corruption a diminué depuis 2018. Pour autant, la conduite des réformes s'éternise, en partie à cause du manque de cadres techniques et expérimentés lié à la fuite des cerveaux (plus d'un million d'Arméniens ont quitté leur pays depuis 1989 ⁽¹⁾). On estime que la diaspora arménienne représente 7 millions d'individus dans le monde, alors que seulement 3 millions d'habitants peuplent l'Arménie⁽²⁾.

Si la population arménienne s'est vite habituée aux nouvelles libertés politiques acquises en 2018, et notamment à l'issue des deuxièmes élections parlementaires libres et transparentes depuis 1999, la troisième guerre au Haut-Karabagh, à l'automne 2020, a redirigé ses priorités vers une demande sécuritaire. Cette tendance a été appuyée par des discours populistes de plus en plus présents, rendant plus poreuse encore la frontière entre cette dérive et la démocratie. Enfin, la guerre a débouché sur une crise institutionnelle qui met en question la poursuite des réformes démocratiques et la stabilité de l'État.

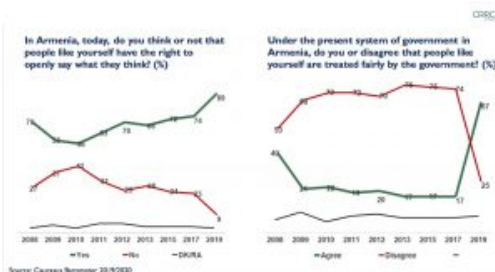


Comment l'armée et le gouvernement sont-ils perçus par la population ?

La confiance que la population accorde à l'armée reste élevée en dépit de la défaite militaire dans le Haut-Karabagh. Il faut toutefois noter que les Arméniens font une distinction claire entre les soldats, l'institution militaire et ses dirigeants, desquels on attend qu'ils restent politiquement neutres, conformément à la Constitution. Cela explique en partie pourquoi le « coup d'État manqué » du 25 février dernier s'est soldé par la demande de démission du chef d'État-Major par le Premier ministre et non par celle de ce dernier.



Par ailleurs, en dépit du traumatisme induit par les pertes territoriales dans les régions limitrophes du Haut-Karabagh voisin, du déploiement d'un contingent russe dans le cadre d'une mission de maintien de la paix, de l'écroulement du PIB dû à la crise et à la guerre et d'une dépendance accrue envers la Russie, le Premier ministre Nikol Pachinian demeurerait, selon Ella Karagulyan, la personnalité politique la plus populaire en Arménie. La confiance à l'égard de son gouvernement serait encore supérieure à celle accordée à tous les précédents gouvernements. Pour autant, la confiance envers les organes politiques régionaux, le système judiciaire et les différents partis politiques demeure relativement faible.



La troisième guerre du Haut-Karabagh

La question du Haut-Karabagh est omniprésente dans les débats politiques en Arménie depuis l'indépendance de 1991, d'autant qu'une grande partie des élites politiques sont traditionnellement

originaires de l'enclave. Ce n'est pas le cas de N. Pachinian qui, jusqu'à l'automne dernier, avait souvent été critiqué pour les maigres progrès accomplis en faveur du règlement du conflit et dont le programme électoral de 2018 avait surpris par la quasi-absence de référence au Haut-Karabagh.

Le Protocole de Bichkek de 1994 avait mis un terme à la première guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Les Principes de Madrid, présentés aux parties en 2007 puis revus en 2009, avaient pour ambition un règlement pérenne du conflit. Cependant, ayant repoussé la question de la détermination du statut de l'enclave, ces derniers se sont finalement transformés en bombe à retardement, qui a fini par exploser en septembre 2020. Aujourd'hui, l'Arménie doit faire avec le nouveau *statu quo* issu de l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre, réaliser le retour de la totalité des prisonniers de guerre d'Azerbaïdjan⁽³⁾ et gérer les flux de personnes déplacées en provenance du Haut-Karabagh, lesquelles comptent finalement plus sur l'aide de la population civile et de la diaspora que du gouvernement. Alors que l'Arménie et l'Azerbaïdjan se retrouvent respectivement plus dépendants de la Russie et de la Turquie suite à la guerre, un dialogue direct entre Erevan et Bakou en vue de trouver une issue durable au conflit ne semble pas envisageable pour le moment.

La réhabilitation de l'élite politique pré-révolutionnaire

Les manifestations contre le gouvernement qui se déroulent à Erevan soulèvent la question de la réhabilitation de l'ancienne élite politique parfois surnommée « clan du Karabagh », évincée par la révolution de Velours. Cette dernière est notamment composée des deux anciens chefs d'État, Robert Kotcharian et Serge Sargsian. Au plus fort du conflit au Haut-Karabagh en octobre 2020, R. Kotcharian et le premier Président de la République d'Arménie, Lev Ter-Petrossian, ont organisé leur retour en politique, enjoignant N. Pachinian de les envoyer ensemble à Moscou avec un mandat officiel pour négocier un accord de paix, ce qui ne s'est finalement pas produit. Dès lors, ces derniers ont tenté de s'appuyer sur leur légitimité passée pour tirer profit de la l'actuelle crise politique : R. Kotcharian a fait plusieurs fois mention de sa volonté de se présenter aux prochaines élections parlementaires, bien qu'il soit poursuivi en justice pour la violente répression des manifestations de mars 2008. L. Ter-Petrossian, agissant plus en retrait, est quant à lui parvenu à s'entretenir directement avec l'Ambassadeur russe en Arménie, Sergueï Kopyrykine, au sujet des prisonniers de guerre. Enfin, S. Sargsian s'est également saisi de cette opportunité et a donné en février sa première interview depuis son renversement lors de la révolution de Velours. Il y a accusé N. Pachinian de haute trahison, critiquant l'accord de cessez-le-feu et ne laissant aucun doute sur sa volonté de revenir en politique⁽⁴⁾.

Le rôle des pays tiers et l'avenir du Groupe de Minsk

Alors que la force russe de maintien de la paix a pris position au Haut-Karabagh, la relation entre Erevan et Moscou est devenue encore plus asymétrique et intrusive. La Turquie, quant à elle, a accru son influence dans la région et considère désormais le Caucase du Sud comme une extension du Moyen-Orient. L'espoir d'une ouverture de la frontière entre Arménie et Turquie s'est envolé avec le soutien de cette dernière à l'Azerbaïdjan durant le conflit. Ainsi, l'isolement de l'Arménie ne pourra que renforcer sa dépendance économique vis-à-vis de la Russie. Ces facteurs, ajoutés au rapprochement entre Bakou et Ankara, renforcent le caractère géostratégique de cet espace tout en portant atteinte à la souveraineté des États en présence.

Les États-Unis ont brillé par leur absence durant le conflit, vidant de sa substance l'organe chargé du règlement du conflit depuis l'accord de cessez-le-feu de 1994, le Groupe de Minsk. La Russie a su

utiliser ce concours de circonstances pour s'ériger en acteur clé de l'accord du 9 novembre et déployer ses forces de maintien de la paix dans la région. L'envoi de ce contingent s'est pourtant fait en rupture avec le principe de neutralité auquel la Russie est soumise en sa qualité de co-Présidente du Groupe de Minsk. Or, l'accord de cessez-le-feu ne mentionne même pas ce dernier.

Plusieurs observateurs, à l'instar de Vladimir Socor⁽⁵⁾, considèrent que la diplomatie parallèle déployée par Moscou a contribué à disqualifier les deux autres co-Présidents du processus de règlement du conflit : submergés par la gestion de la pandémie de Covid-19 et, pour Washington, par la difficile transition politique, leur volonté de neutralité au titre de leur co-présidence du Groupe de Minsk a de fait confirmé leur mise en retrait de la région. Aujourd'hui, la Russie, qui doit désormais faire face à la volonté d'affirmation de la Turquie dans le Caucase du Sud, pourrait toutefois être tentée de réinvestir le Groupe de Minsk, dans lequel la Turquie ne bénéficie que d'un statut de membre permanent. Or, Ankara apparaît désormais comme le principal compétiteur des intérêts russes dans la région. Dans un contexte marqué par la volonté des Occidentaux de restaurer un dialogue honnête mais exigeant en matière d'économie et d'architecture de sécurité, la Russie pourrait donc être tentée de revenir à un format multilatéral à horizon 2025, alors qu'il faudra renouveler le mandat de sa mission de maintien de la paix.

Notes :

(1) Tigran Yégavian, *Arménie : à l'ombre de la montagne sacrée*, Collection l'âme des peuples, Nevicata, Paris, 2015.

(2) Monique Bolsajian, *The Armenian Diaspora: Migration and its Influence on Identity and Politics*, University of California, 2018.

(3) Ani Mejlumyan, « Two months after war, dozens of Armenian POWs remain in Azerbaijani captivity », *Eurasianet*, January 2021.

(4) « Les politologues voient dans l'interview de Serge Sargsian une tentative de se justifier », *Kavkaz Uzel*, 19 février 2021.

(5) Vladimir Socor, « The Minsk Group: Karabakh War's Diplomatic Casualty », *Eurasia Daily Monitor*, Vol. 17 Issue 168, novembre 2020.

* Ce compte-rendu a été rédigé par Eléonore Garnier, Irene Scieurpa, Gabrielle Valli et Dylan van de Ven, membres de l'équipe *Eastern Circles*.

date créée

12/04/2021

Champs de Méta

Auteur-article : Eastern Circles*